

EUROPE DU SUD : POURQUOI UNE CROISSANCE POTENTIELLE SI FAIBLE?

2

L'Espagne, la Grèce, l'Italie et le Portugal ont été durement frappés sur le plan économique par l'épidémie de Covid-19. Ces pays pâtissent, en outre, depuis de longues années d'une croissance potentielle en berne, parmi les plus basses d'Europe. Les principaux facteurs de ralentissement à l'œuvre sont les mêmes : un faible niveau d'investissement et de productivité, et une démographie qui ralentit - voire qui décline - et qui pèse sur la force de travail. Quelle est l'évolution de ces différents facteurs ? Quel peut être l'impact de la crise économique actuelle sur cette croissance structurelle? Quels leviers actionner ?

La croissance potentielle désigne la croissance qu'une économie peut maintenir sur le long terme sans générer de tensions inflationnistes. Elle exclut les effets de court terme liés à un écart entre la demande et le niveau potentiel de l'offre. En d'autres termes, plus une économie parvient à accroître sa croissance potentielle, plus elle sera à même d'augmenter fortement son PIB de façon soutenable dans le temps. Cette croissance dépend principalement de trois facteurs : le travail, le capital et la productivité (ou la productivité globale des facteurs, PGF). Cette mesure est théorique ; elle n'est pas observée mais estimée à l'aide de modèles économétriques.

Plusieurs organisations réalisent une estimation de la croissance potentielle des pays. Même s'il peut différer sur certains aspects, le constat est néanmoins clair : cette croissance en Espagne, en Grèce, en Italie et au Portugal est l'une des plus basses en Europe. C'est ce qui apparaît notamment dans les résultats de l'OCDE (cf. graphique 1) et de la Commission européenne (cf. graphique 2). Si on se base sur les chiffres de l'OCDE, la croissance potentielle réelle n'a augmenté, entre 2014 et 2019, que de 1,09% au Portugal, 0,57% en Espagne, 0,1% en Italie, tandis qu'elle s'est réduite de 0,40% en Grèce.¹ En comparant ces chiffres avec le reste de l'Europe, on observe un écart de l'ordre de deux points avec la plupart des pays d'Europe de l'Est et un déficit d'un point avec les pays scandinaves.

Les prévisions pour 2020 et 2021 ne montrent pas de réelle inversion de la tendance (cf. graphique 1b et graphique 2b). Notons toutefois que ces projections n'ont, pour l'heure, pas été mises à jour et ne tiennent donc pas compte des conséquences de la crise du coronavirus²; Or, l'épidémie aura, sans nul doute, un impact baissier sur la croissance potentielle de chaque pays.

Un problème persistant qui s'accroît

Les écarts de productivité avec le reste de l'Europe se creusent

La croissance potentielle des pays du sud de l'Europe est d'abord freinée par un niveau de productivité peu élevé. Les données d'Eurostat montrent en effet un écart important de la productivité par heure travaillée³ avec le reste de l'Europe. Ce niveau qui, excepté en Italie, était comparativement bas au début des années 2000, a ensuite augmenté moins vite que la moyenne européenne, notamment au cours des cinq dernières années (cf. graphique 3). Par ailleurs, le cas de l'Italie est particulièrement frappant : alors que la productivité du pays dépassait de près de 9% la moyenne européenne en 2005, cet écart n'a cessé de se réduire au cours des quinze dernières années, alors même que le processus de désindustrialisation ralentissait (cf. graphique 4). Par ailleurs, le niveau de productivité reste historiquement bas en Grèce et au Portugal, tandis qu'il s'est dégradé plus récemment en Espagne.

¹ OECD Economic Outlook, novembre 2019.

² Les prévisions de l'OCDE datent de novembre 2019 tandis que celles de la Commission européenne datent de mai 2020.

³ Mesurer la productivité par heure travaillée plutôt que par employé permet d'évaluer la productivité plus précise, car cela écarte les distorsions possibles entre les travailleurs à temps plein et ceux à temps partiel.

Deux principaux facteurs expliquent cette baisse relative de la productivité dans ces quatre pays par rapport aux autres économies européennes. En premier lieu, et bien que dans une moindre mesure en Italie, c'est la spécialisation de plus en plus forte de ces économies dans les services au détriment du secteur de l'industrie, dont le poids a baissé significativement depuis la fin des années 1990 (cf. graphique 4). Ainsi, en Italie et en Espagne, la part de l'industrie (hors construction) dans la valeur ajoutée a chuté d'un niveau supérieur à 20% à la fin des années 1990 à, respectivement, 17,5% et 14,5% à la fin 2019. Cette part a certes augmenté en Grèce au cours des dix dernières années, mais sa contribution à la valeur ajoutée du pays (13,4%) reste la plus basse d'Europe.

VALEUR AJOUTÉE PAR SECTEUR (% V.A. TOTALE)

T1 2020	Grèce	Italie	Portugal	Espagne	UE 28*
Agriculture, pêche & sylviculture	4.2	2.2	2.4	3.0	1.5
Industries (hors construction)	14.7	18.8	17.7	15.5	18.9
Manufacture	10.9	15.9	13.9	11.8	15.7
Construction	3.6	4.4	4.7	6.0	5.4
Ventes de gros et de détail & transport	23.3	20.4	24.6	22.2	19.1
Information & communication	3.4	3.9	3.7	4.1	5.6
Activités de finance & assurance	3.3	5.5	5.1	4.4	5.1
Activités immobilières	17.8	14.3	12.3	12.2	11.1
Activités professionnelles, scientifiques & techniques	5.4	9.8	7.7	9.2	11.7
Administration publique, défense, éducation	20.0	16.5	19.1	18.8	18.2
Arts, loisir et autres activités de services	3.8	4.1	2.7	4.5	3.3

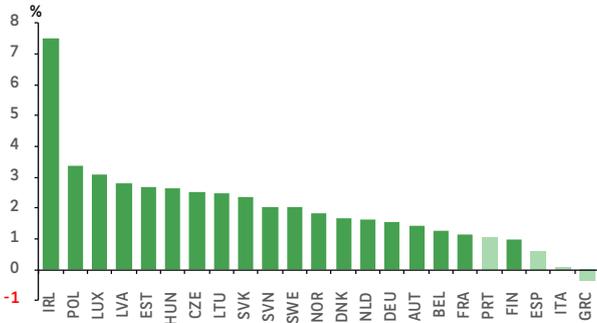
* Données pour T4 2019

TABLEAU 1



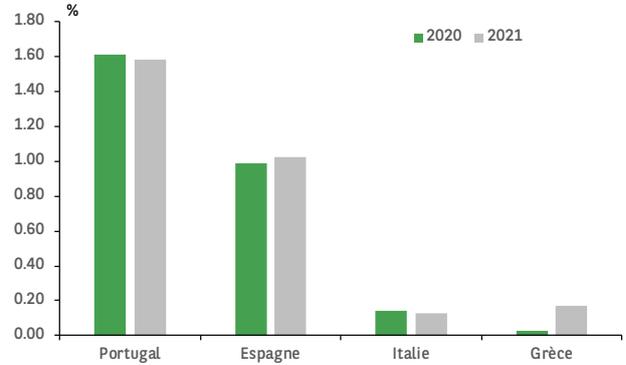
ESTIMATION DE LA CROISSANCE POTENTIELLE (OCDE)

Croissance potentielle moyenne sur la période 2014-2019



GRAPHIQUES 1A ET 1B

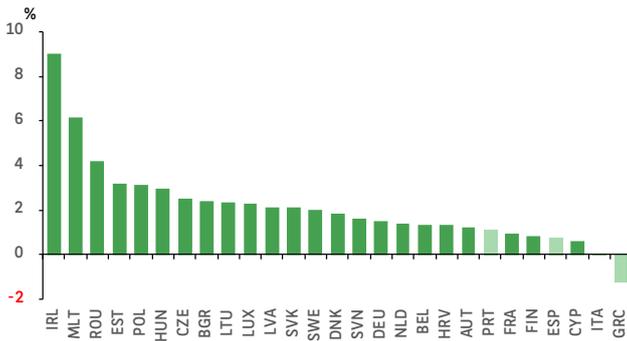
Croissance potentielle, prévision pour 2020 et 2021



SOURCES : OCDE ECONOMIC OUTLOOK (NOVEMBRE 2019), BNP PARIBAS

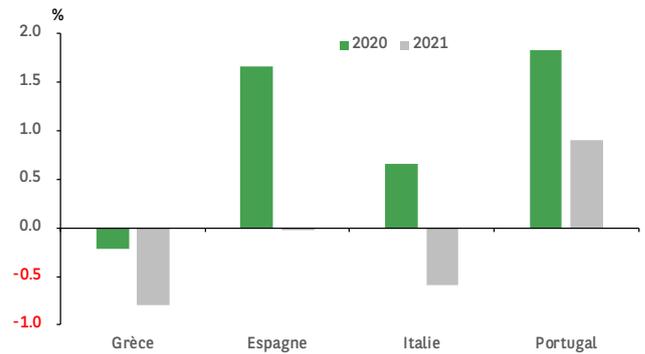
ESTIMATION DE LA CROISSANCE POTENTIELLE (COMMISSION EUROPÉENNE)

Croissance potentielle moyenne sur la période 2014-2019



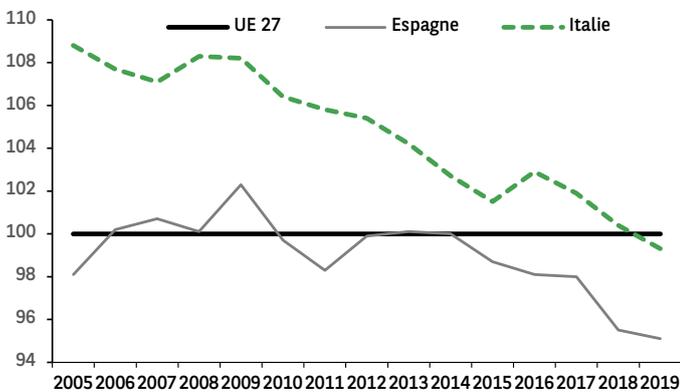
GRAPHIQUES 2A ET 2B

Croissance potentielle, prévision pour 2020 et 2021

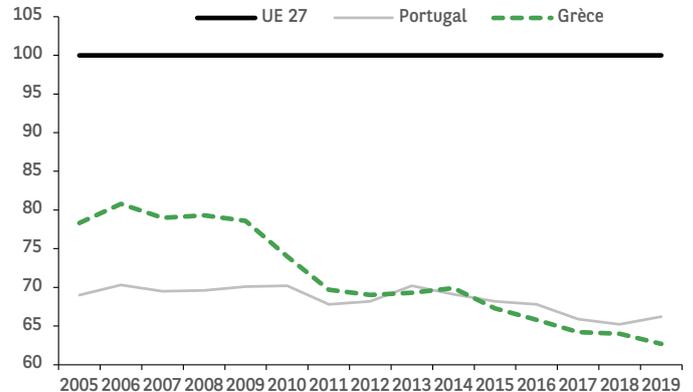


SOURCES : AMECO, BNP PARIBAS

PRODUCTIVITÉ NOMINALE DU TRAVAIL (HEURE TRAVAILLÉE)



GRAPHIQUES 3A ET 3B



SOURCES : EUROSTAT, BNP PARIBAS
Note : la moyenne européenne est standardisée à 100.



Bien que dans une moindre mesure en Italie, le renforcement de l'activité touristique, comme moteur de la croissance économique, a joué un rôle important dans cette spécialisation accrue dans les services. En effet, il a entraîné le développement de secteurs tels que la restauration, l'hôtellerie, le transport ou encore l'activité immobilière. La part de ces activités dans la valeur ajoutée totale reste en effet plus élevée que la moyenne européenne (cf. tableau 1). Or, la productivité des services est en moyenne inférieure à celle de l'industrie. C'est ce qui ressort notamment d'une étude de Sorbe et al. (2018) sur la productivité moyenne des services marchands au sein de l'OCDE. Les auteurs estiment que dans ces secteurs la productivité est, en moyenne, inférieure de 40% à celle dans l'industrie manufacturière.⁴

Quatre raisons principales expliquent cela :

- Des économies d'échelle moindres que dans le secteur manufacturier ;
- Une automatisation des activités plus difficile que dans l'industrie ;
- Des coûts de transaction plus élevés ;
- Une concurrence moins forte, principalement en raison d'une forte proportion d'activités non échangeables.

Le poids relativement plus important des activités de services dans l'économie n'explique cependant pas, à lui seul, ces écarts de productivité, puisqu'une forte hétérogénéité existe à l'intérieur même de ce secteur. Le secteur de l'information et de la communication et celui des activités professionnelles, scientifiques et techniques affichent un niveau de productivité moyen plus élevé que les autres secteurs où le contenu en emploi est plus fort (cf. tableau 2). Or, c'est sur ces autres secteurs que les pays du sud de l'Europe restent le plus fortement adossés (cf. tableau 1), ce qui constitue un frein, certes modéré, mais persistant à la croissance de leur productivité.⁵

Rappelons cependant que ces pays ont bénéficié d'un certain regain de compétitivité au cours des dernières années, regain attribuable en partie à des baisses des coûts de main-d'œuvre et principalement des salaires ; une baisse qui, hormis en Italie, a été encore plus marquée que la contraction du PIB (voir encadré 1, page 10). Les problèmes de compétitivité auxquels sont confrontés les pays d'Europe du Sud aujourd'hui affectent donc moins les prix (c'est-à-dire le coût du travail) que par le passé, et davantage la productivité.

PRODUCTIVITÉ APPARENTE DU TRAVAIL* (2018, EN MILLIERS D'EUROS PAR EMPLOYÉ)

Secteur	Grèce	Espagne	Italie	Portugal
Manufacturier	33	59,8	65,3	30,5
Approvisionnement en eau; activités d'assainissement et de gestion des déchets	39,4	60,8	74,6	45,3
Construction	11,8	35,9	38	20
Ventes de détail et grossiste, réparation automobile	15,8	35,3	40,8	23,7
Transport et stockage	29,4	53,3	54,8	43,2
Hébergements et restaurant	7	22,6	22,3	16,7
Information and communication	44,7	73	85,7	53,6
Activités immobilières	31,6	53,1	61,6	34,3
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	16	40,5	46,3	24,2
Activité administratives et de support	15,2	26,1	32,6	13,5

* Définie comme le ratio entre la valeur ajoutée du secteur et le nombre d'employés dans ce secteur

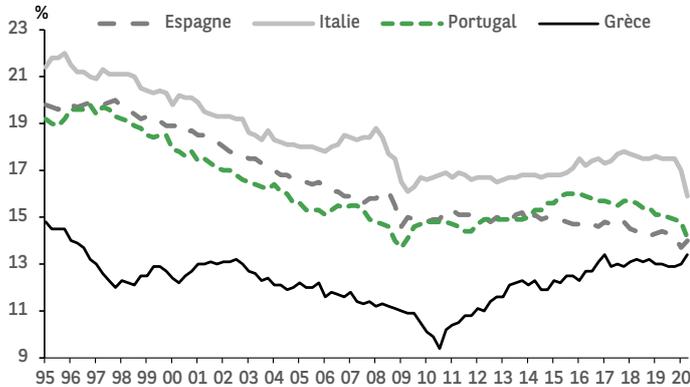
TABLEAU 2

SOURCE : EUROSTAT

⁴ Sorbe et al. (2018), *Can productivity still grow in services-based economies? Literature overview and preliminary evidence from OECD countries*, OECD working paper.

⁵ Par ailleurs, de nombreuses études ont été publiées afin d'améliorer la fiabilité des statistiques de productivité, en particulier dans les activités de services. L'intégration croissante de technologies rend en effet difficile la mesure réelle du niveau de production et, par extension, de la productivité. Pour une étude récente, voir Abdirahman, M., Coyle, D., Heys, R. & Stewart, W. (2020). *Une comparaison de déflateurs pour les services de télécommunications, économie et statistiques / Economics and Statistics*, 517-518-519, 103-122. Voir aussi Byrne, Oliner et Sichel (2017), *Prices of high-tech products, mismeasurement and pace of innovation*, NBER working paper series, ou Feldstein (2017) *Un-derestimating the real growth of GDP, personal income, and productivity*, *Journal of Economic Perspectives*. Cette réflexion dépasse le cadre de cet *EcoConjoncture*. Cependant, il est peu probable que cela change les conclusions de cette étude : les difficultés de la mesure de la productivité s'accroissent à mesure que l'investissement dans les nouvelles technologies et que les créations d'emplois dans ces secteurs augmentent, ce qui n'est pas le cas des pays d'Europe du Sud. Une meilleure mesure de la productivité aurait, à l'inverse, toutes les chances de montrer un écart de productivité encore plus grand entre ces pays et ceux ayant un secteur technologique plus développé.



PART DE L'INDUSTRIE (HORS CONSTRUCTION)
DANS LA VALEUR AJOUTÉE DE CHAQUE PAYS

GRAPHIQUE 4

SOURCES : EUROSTAT, BNP PARIBAS

Un niveau d'investissement insuffisant

Le manque d'accumulation de capital constitue le second frein à la croissance potentielle de ces pays. La formation brute de capital fixe (FBCF) représentait moins de 20% du PIB au T4 2019. Ce ratio a chuté à partir de 2012 sous la moyenne européenne.⁶ En Grèce, en particulier, la part de l'investissement dans le PIB a baissé de plus de moitié en l'espace de dix ans, atteignant un creux à 9,7% au T4 2018, avant de se redresser quelque peu (11,1% au T1 2020). C'est néanmoins de loin la part la plus faible en Europe.⁷ Une partie de cette baisse, notamment en Espagne et au Portugal, tient à la réduction drastique des investissements dans les secteurs de la construction et de l'immobilier qui résulte, au cours de la décennie passée, du « dégonflement » des bulles spéculatives immobilières dans ces deux pays.⁸

Cependant, cela n'explique pas tout. Si on exclut l'investissement dans la construction (cf. graphique 4), le ratio sur PIB reste en dessous de 10%, ce qui constitue un niveau encore inférieur à la moyenne européenne (11,3%). De fait, les pays d'Europe du Sud investissent comparativement peu dans des équipements capables de générer d'importants gains de productivité. Les investissements consacrés aux biens d'équipement (machines et transport) et aux actifs dits « intangibles » (classés « produits de la propriété intellectuelle ») figurent en effet parmi les plus faibles d'Europe.⁹ Ce retard est visible dans les dépenses en recherche et développement (R&D) qui sont comptabilisées comme investissements de propriété intellectuelle. Or, la R&D est essentielle pour développer l'innovation et faire le lien entre recherche fondamentale et procédés de commercialisation, et permettre ainsi des gains de productivité sur le long terme.

⁶ La moyenne européenne était de 21,3% au T4 2019 (source: Eurostat).

⁷ Seul le Luxembourg (11,4%) a un niveau plus bas que l'Italie, l'Espagne et le Portugal.

⁸ En part du PIB, l'investissement en construction a chuté en Espagne d'un point haut de 20,8% au T3 2006 à 9,9% au T4 2019. Au Portugal, cette part est passée de 13,5% à 9,5% au cours de la même période.

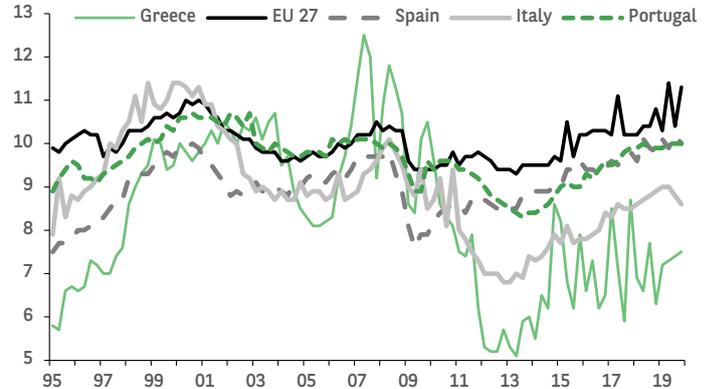
⁹ Selon la définition d'Eurostat (ESA 2010), les investissements en propriété intellectuelle incluent les investissements en logiciels, recherche et développement, droits artistiques et littéraires, et explorations minières. Les données d'Eurostat ne fournissent pas une décomposition de l'investissement pour chacun de ces composants. Cependant, en se basant sur les chiffres d'autres pays, et notamment les Etats-Unis, il est vraisemblable que les investissements en logiciel et R&D constituent la majeure partie des investissements en IPP en Europe. Aux Etats-Unis, l'investissement en R&D et en logiciels représentait en 2019 91,9% de l'investissement total en produit de la propriété intellectuelle (données du Bureau of Economic Analysis).

¹⁰ https://www.istat.it/it/files//2020/07/Statistica-report_Bilancio-demografico_anno-2019-EN.pdf

¹¹ Une légère baisse du solde migratoire depuis 2017 a également contribué à la baisse de la population.

¹² Pour stimuler les naissances, le gouvernement grec a, par exemple, mis en place au début de l'année 2020 une prime de naissance de 2 000 euros.

¹³ La croissance naturelle (c'est-à-dire le solde entre naissances et décès) de la population en Espagne est en chute constante depuis plus de 10 ans et enregistre depuis 2017 un solde négatif, qui ne cesse de s'accroître. Voir le rapport de l'INE : https://ine.es/en/prensa/mnp_2019_p_en.pdf

FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE,
HORS CONSTRUCTION (EN % DU PIB)

GRAPHIQUE 5

SOURCES : EUROSTAT, BNP PARIBAS

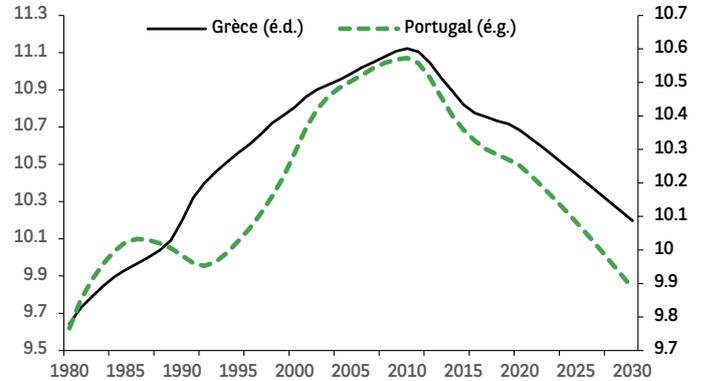
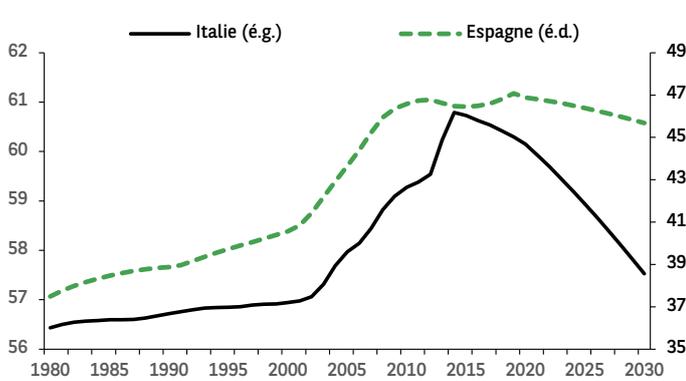
Selon la Banque mondiale, la part du PIB consacrée à la R&D était en 2018 (données les plus récentes) de 1,18% en Grèce, 1,24% en Espagne, 1,37% au Portugal, et 1,40% en Italie. Ce sont, encore une fois, des niveaux bien en deçà de la moyenne européenne qui s'établissait en 2018 à 2,18% du PIB.

Le frein démographique

Les pays d'Europe du Sud font également tous face à une baisse démographique importante qui a des répercussions sur le niveau de la population active. La population (hors solde migratoire) en Grèce, Espagne et au Portugal a commencé à diminuer en 2010, tandis que l'inflexion en Italie s'est faite en 2014. Le déclin de la population italienne n'en est pas moins conséquent à l'heure actuelle. Selon les chiffres de l'Istat¹⁰, la population italienne a chuté de 0,9% (-551 000) entre 2014 et 2019. En cause, principalement le taux de natalité qui a enregistré, en 2019, son niveau le plus bas jamais observé depuis plus d'un siècle.¹¹ Cette tendance devrait se poursuivre dans les prochaines années. Selon Eurostat, la population italienne, hors solde migratoire, pourrait se réduire de 2,6 millions d'ici à 2030, soit une baisse de 4,4% durant la décennie en cours (cf. graphique 6). Dans le même temps, et toujours en excluant le solde migratoire, la population en Grèce et au Portugal se contracterait respectivement de 4,6% et 3,6%.¹² L'Espagne enregistrerait une baisse de 2,6% d'ici à 2030.¹³ Bien que ce ne soit pas le seul facteur en jeu (le taux d'activité a notamment diminué), cette baisse de la population aboutit à une stagnation (Espagne, Italie), voire une chute (Grèce, Portugal) de la population active (cf. graphique 7). Dans ce contexte de baisse tendancielle du facteur travail, la nécessité de générer des gains de productivité, pour soutenir la croissance économique, sera de plus en plus importante.



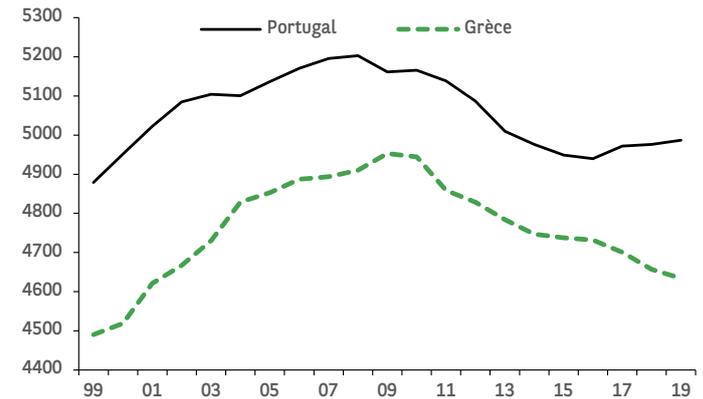
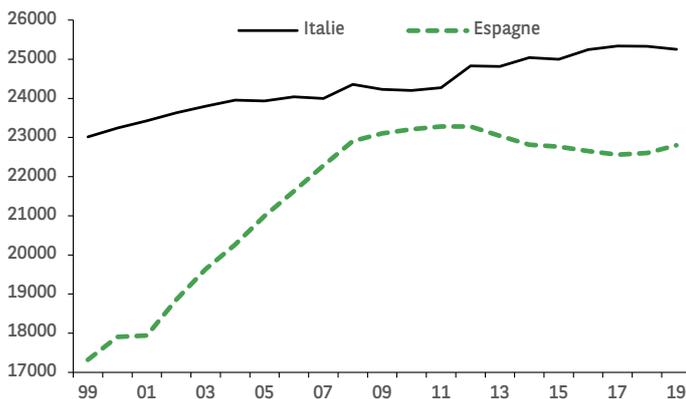
PROJECTIONS DE POPULATION, HORS SOLDE MIGRATOIRE



GRAPHIQUES 6A ET 6B

SOURCES : EUROSTAT, BNP PARIBAS

POPULATION ACTIVE (15-64 ANS), EN MILLIERS



GRAPHIQUES 7A ET 7B

SOURCE : OCDE

Effets de la pandémie de Covid-19 sur la croissance potentielle: quelques pistes de réflexion

Comment une période de récession affecte-t-elle la croissance de long terme ?

La crise de la Covid-19 va-t-elle réduire davantage la croissance potentielle de ces pays ? Il n'y pas de réponse simple à cette question car les facteurs à prendre en considération sont multiples. Rappelons tout d'abord les principaux canaux par lesquels un choc économique se répercute sur les capacités productives de moyen et long terme (cf. tableau 3) :

- L'investissement en capital productif, peut se réduire si les entreprises font face notamment à un accès au crédit plus difficile (du fait notamment d'une hausse de l'endettement) ou à une plus grande incertitude sur leur retour sur investissement.

- Une baisse prolongée de la profitabilité va également peser sur la formation de capital des entreprises.
- Le chômage structurel (qui s'apparente plus ou moins au NAIUR¹⁴) peut augmenter, notamment si le chômage de longue durée réduit les possibilités pour les demandeurs d'emploi de retrouver un travail (pertes de compétences par exemple).
- Un taux de participation à la population active en déclin, notamment si de nombreux chercheurs d'emploi se découragent et sortent de la population active.

Si l'impact d'une crise économique sur ces facteurs semblent peu discutable – baisse de l'investissement – hausse du chômage structurel et baisse du taux de participation – son effet sur la productivité globale des facteurs est plus nuancé. D'un côté, une crise économique affectera la PGF si l'investissement dans l'innovation, et notamment la recherche et développement, chute. Mais à l'inverse, cela peut encourager les entreprises à accroître leur efficacité productive.

¹⁴ Non-Accelerating Inflation Rate of Unemployment



CANAUX PAR LESQUELS UNE RECESSION AFFECTE LA CROISSANCE POTENTIELLE

Principaux canaux	Causes	Effet sur la croissance potentielle
Investissement	Accès au crédit plus difficile	Négatif
	Incertitude sur la rentabilité des investissements	Négatif
	Baisse prolongée de la profitabilité	Négatif
Chômage structurel	Perte de compétence des demandeurs d'emploi	Négatif
Taux de participation à la population active	Découragement des demandeurs d'emploi	Négatif
	"Réorientation" (reprise d'études, retraites)	Négatif
Productivité globale des facteurs	Baisse des dépenses en innovation, R&D	Négatif
	Accroissement de l'efficacité productif	Positif

TABLEAU 3

SOURCE : BNP PARIBAS

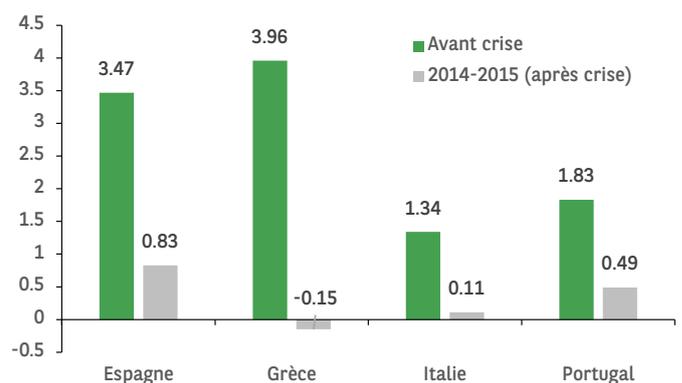
Quel a été l'impact de la crise financière de 2008-2009 sur la croissance de long-terme ?

Les études s'accordent pour établir, de façon générale, une relation positive entre une chute du PIB et une baisse de la croissance potentielle. Ball (2014)¹⁵ estime que, durant la crise de 2008-2009, les pertes de PIB potentiel, par rapport au niveau qui aurait dû être observé si la crise n'était pas intervenue, se sont élevées à plus de 20% pour la Grèce et l'Espagne. Ces deux pays ont été parmi les plus touchés en Europe par la crise financière de 2008 et celle de la dette souveraine européenne en 2011. La croissance potentielle au sortir de la crise a en effet chuté significativement, et a même été négative dans le cas de la Grèce (cf. graphique 8). Cela signifie que la perte de PIB potentiel vis-à-vis de la tendance d'avant-crise s'accroît au fil du temps. L'étude de Ollivaud & Turner (2015)¹⁶ corrobore Ball, avec des chutes de PIB potentiel importantes, et en particulier en Grèce (cf. graphique 9). Haltmaier (2012)¹⁷ utilise un panel de récession plus large dans le temps et aboutit également à des pertes de capacité productive au sortir d'une période de récession. En résumé, ces études font état d'un effet d'hystérèse, c'est-à-dire d'un impact persistant, du choc économique de 2008-2009 sur la croissance potentielle.

L'étude de Haltmaier (2012) indique également que la magnitude du choc récessif a, pour les pays développés¹⁸, un impact significatif sur les pertes de PIB potentiel. Autrement dit, plus la récession est sévère, plus les pertes de PIB potentiel sont importantes.¹⁹ Ce dernier point, s'il se vérifie dans le contexte économique actuel, est important.

En effet, et même s'il est encore trop tôt pour évaluer l'impact de la crise actuelle sur la croissance potentielle, force est de constater que le choc récessif observé au premier semestre 2020 a été particulièrement sévère pour les pays d'Europe du Sud.

CROISSANCE POTENTIELLE, AVANT ET APRÈS LA CRISE DE 2008-2009



GRAPHIQUE 8

SOURCE : BALL (2014)

¹⁵ Laurence Ball (2014), *Long-term damage from the Great Recession in OECD countries*, *European Journal of Economics and Economic Policies*.

¹⁶ Ollivaud & Turner (2015), *The effect of the global financial crisis on OECD potential output*, *OECD Economic Journal*.

¹⁷ Jane Haltmaier, *Do recessions affect potential output? US Federal Reserve International Finance Discussion Papers*, Décembre 2012

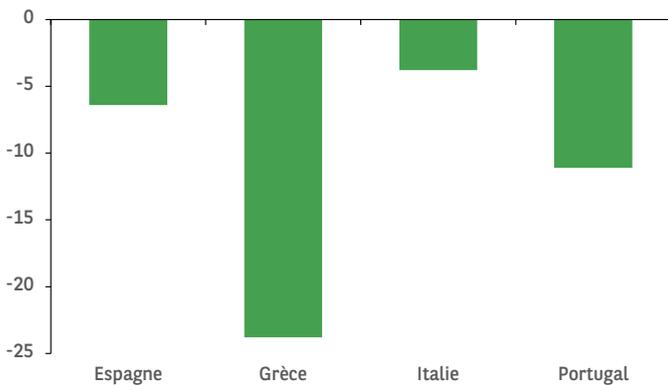
¹⁸ Son résultat n'est pas significatif dans le cas des pays émergents.

¹⁹ Pour une étude récente et exhaustive de l'impact des récessions sur le PIB potentiel, voir Cera et al., *Hysteresis and Business Cycles*, *IMF working paper*, mai 2020.



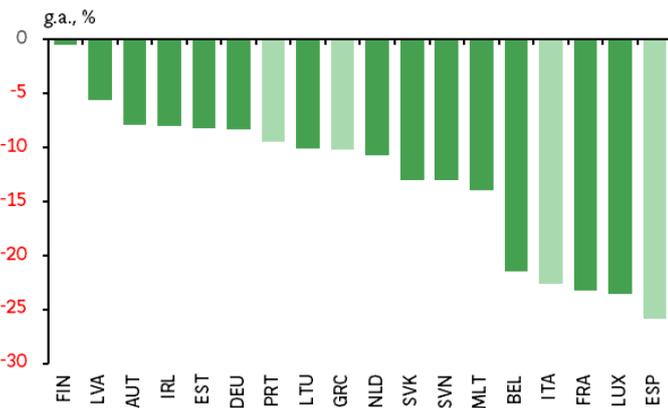
Le PIB réel s'est contracté au cours de cette période entre 14,6% (Grèce) et 22,1% (Espagne). Seules la Belgique et la France ont connu des pertes d'activité aussi significatives (cf. graphique 10). Si on se penche plus particulièrement sur l'investissement (cf. graphique 11), on observe que l'Espagne et l'Italie ont connu des chutes conséquentes, dépassant les 20%, tandis que le Portugal et la Grèce ont enregistré des baisses de l'ordre de 10%, ce qui reste des contractions importantes.

RÉDUCTION DU PIB POTENTIELLE À LA SUITE DE LA CRISE DE 2008-2009



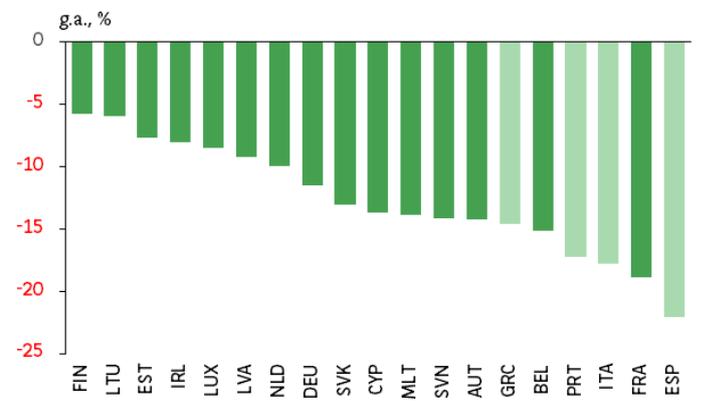
GRAPHIQUE 9 SOURCE : OLLIVAUD & TURNER (2015)

CONTRACTION DU PIB AU S1 2020



GRAPHIQUE 10 SOURCES : EUROSTAT, BNP PARIBAS

CONTRACTION DE LA FBCF AU S1 2020



GRAPHIQUE 11 SOURCES : EUROSTAT, BNP PARIBAS

Le secteur du numérique, un levier de croissance à exploiter

Les gains de productivité liés aux technologies numériques apparaissent élevés aujourd'hui, faisant de ce secteur un axe d'investissement majeur. Les technologies numériques génèrent, de fait, des effets d'entraînement (ou de complémentarité) entre de nombreux pans du processus de production. Ainsi, le numérique permet d'améliorer la relation entre la gestion du capital et des compétences au sein d'une entreprise²⁰, ou encore entre les chaînes de valeur et la gestion des clients.²¹ Il existe également des effets d'entraînement entre différentes technologies, telles que le développement concomitant de l'internet à très haut débit et le *cloud*.²²

L'impact positif de la transition numérique sur la productivité des entreprises et des services publics est par ailleurs largement documenté. Rivares et al. (2019)²³ s'intéressent tout particulièrement à celui des plateformes en ligne sur la productivité des services. L'analyse couvre 10 pays de l'OCDE et utilise les données de *Google Trends* comme *proxy* pour le niveau d'utilisation d'une plateforme.²⁴ En moyenne, l'utilisation plus forte des plateformes numériques accroît la productivité d'environ 2,5%. Le développement du numérique permet, en premier lieu, de réduire les asymétries d'information entre consommateurs et fournisseurs, renforçant ainsi la concurrence. Il permet également d'allouer plus efficacement les travailleurs aux entreprises les plus productives dans ces secteurs. Sorbe et al. (2019)²⁵ estiment les gains de productivité générés plus spécifiquement par l'expansion de l'internet à très haut débit et du *cloud*. Ils estiment qu'une hausse de 10% de l'utilisation du haut débit accroît progressivement

20 Voir par exemple Brynjolfsson et Hitt (2000), *Beyond computation : information technology, organisational transformation and business performance*, *Journal of Economic Perspectives* pp 23-48.
 21 Voir par exemple Bartel, Ichniowski et Shaw (2007). *How does information technology affect productivity? Plant-level comparisons of product innovations, process improvement, and workers skills*. *The Quarterly Journal of Economics*.
 22 Pour une étude de cas pour le Royaume-Uni, voir De Stefano, Kneller & Timmis (2014), *The (Fuzzy) Digital Divide: The Effect of Broadband Internet Use on UK Firm Performance*, *University of Nottingham discussion paper*.
 23 Rivares et al. (2019). *Like it or not? The impact of online platforms on the productivity of incumbent service providers*, *OECD Working papers No 1548*.
 24 L'hypothèse étant que plus une plateforme numérique est utilisée, plus elle est recherchée sur Google.
 25 Sorbe et al. (2019), *Digital Dividend : policies to harness the productivity potential of digital technologies*, *OECD Economic paper*.

la productivité au fil du temps, allant de +1,4% lors de la première année à +3,9% après trois ans. Les gains de productivité liés au *cloud* s'accroissent également, passant de +0,9% la première année à +2,3% à la fin de la troisième année.

La transition numérique est l'un des domaines où les pays d'Europe du sud accusent un retard significatif. Le *Digital Economy and Society Index* (indice DESI) de la Commission européenne, relatif à l'économie et à la société numérique²⁶ traduit bien ce déficit (tableau 4) :

- La Grèce occupe l'avant-dernière place (27^e) du classement, et se place dernière en termes de connectivité, 25^e pour les « compétences des citoyens dans le numérique et l'usage des services internet ». Ce retard se traduit en termes d'emplois : selon le rapport de la Commission européenne, la part des emplois dans le secteur des technologies de l'information et de la communication ne représentait en 2017 que 1,5% de l'emploi total, le niveau le plus bas dans l'UE.²⁷
- L'Italie est également au bas de l'échelle (25^e) et dernière pour les « compétences des citoyens ». Le rapport souligne que seulement 45% de la population possède les compétences basiques pour l'utilisation de logiciels, ce qui est bien inférieur à la moyenne européenne (60%), et loin derrière les Pays-Bas (80%).
- Le Portugal se classe 19^e, souffrant d'un manque de formation de la population et d'un taux d'utilisation des services internet comparativement bas. Le rapport souligne, entre autres, la faible part de diplômés dans les technologies de l'information et de la communication (1,9% du nombre total de nouveaux diplômés contre une moyenne européenne de 3,6% en 2017).

- L'Espagne se classe mieux (11^e), même si la formation des citoyens au numérique reste également insuffisante²⁸.

Des politiques ont cependant déjà été mises en place afin d'accélérer la transition numérique, avec un ciblage particulier sur l'administration et les services publics (voir encadré 2, page 10).

Conclusion

Au cours des dernières années, la croissance structurelle de l'Italie, l'Espagne, la Grèce et le Portugal a été freinée par plusieurs facteurs: la tertiarisation de l'économie et l'importance des services à plus faible valeur ajoutée, la chute de la démographie ou encore un manque d'investissement dans des équipements permettant des gains de productivité solides. La crise de la Covid-19 pourrait exacerber certains de ces problèmes, chroniques. Une nouvelle baisse de la croissance potentielle accentuerait également les difficultés que ces pays rencontrent pour réduire leurs ratios de dette publique sur PIB qui sont amenés à s'accroître de façon spectaculaire en 2020²⁹. De plus, le secteur bancaire pourrait être fragilisé davantage, en particulier en Grèce et en Italie où le niveau des prêts non performants restait élevé avant la crise du coronavirus.³⁰

La situation actuelle pourrait néanmoins encourager la mise en oeuvre de réformes structurelles cruciales, telles que l'accélération de la transition numérique et écologique qui pourrait constituer un levier important de productivité et d'emploi dans le moyen et le long terme.

Guillaume Derrien

guillaume.a.derrien@bnpparibas.com

INDICE DESI ET SES COMPOSANTS (2020)

	Italie	Espagne	Portugal	Grèce
Indices DESI	25	11	19	27
Connectivité	17	5	12	28
Compétences des citoyens dans numérique	28	16	21	25
Usage des services internet	26	11	24	25
Numérisation des entreprises	22	13	16	24
Numérisation des services publics	19	2	13	27

Note : le tableau montre le classement 2020 sur les cinq critères qui composent le DESI à savoir i) connectivité, ii) compétences des citoyens dans le numérique, iii) usage des services internet, iv) numérisation des entreprises et v) numérisation des services publics.

TABLEAU 4

SOURCE : EUROSTAT

²⁶ <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/desi>

²⁷ Ces chiffres corroborent ceux plus récents d'Eurostat. L'emploi en Grèce dans le secteur de l'information et de la communication représentait 2,1% de l'emploi total au T4 2019, soit le niveau le plus bas en Europe.

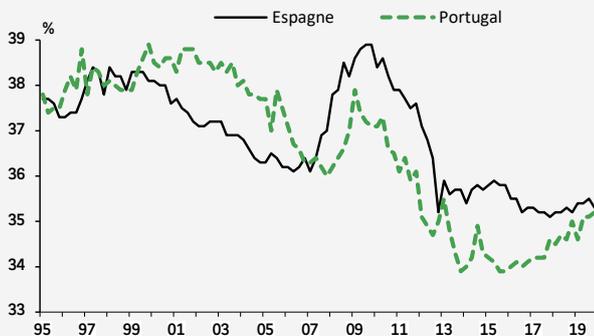
²⁸ Pour plus de détail sur l'Espagne, voir BNP Paribas *Ecoflash Espagne : l'espoir d'une relance verte*, 9 juin 2020.

²⁹ Selon les prévisions de la Commission européenne (novembre 2020), le ratio de dette publique sur PIB atteindrait, à la fin de 2020, 207,1% en Grèce, 159,6% en Italie, 135,1% au Portugal et 120,3% en Espagne.

³⁰ Selon les données du FMI, le ratio de prêts non performants s'établissait au T1 2020 à 35,29% en Grèce et 8,09% en Italie (T2 2020).



ÉVOLUTION DE LA PART DES SALAIRES DANS LE PIB



GRAPHIQUE 12A



GRAPHIQUE 12B

SOURCE : EUROSTAT

Le coût unitaire du travail (CUT) correspond au ratio du coût du travail sur la productivité. Toutes choses égales par ailleurs, le CUT augmente soit par une hausse du coût du travail, soit par une baisse de la productivité. Les gains de productivité ayant été assez faibles au cours des années, l'ajustement de ce CUT s'est principalement porté sur une baisse des salaires, dont la part dans le PIB, hormis en Italie, a chuté fortement dans les années qui ont suivi la crise européenne (cf. graphique ci-dessus).

En Grèce, la part des salaires, qui certes avait augmenté dans la première décennie (pour atteindre un pic à 28,7% au T4 2009), a chuté fortement par la suite, reflétant les politiques d'austérité mises en place dans le pays. Cette part a cependant commencé à remonter, atteignant 26,5% au T4 2019.

Au Portugal, cette part atteint un plus bas au T4 2013, avant de s'établir à 36,2% au T1 2020.

En Espagne, la part des salaires dans le PIB atteint un nouveau bas historique au T3 2018 (35,1%) progresse par la suite à 37,2% au T1 2020.

La part des salaires dans le PIB est restée relativement stable en Italie (28/29%), bien qu'elle soit à un niveau inférieur à l'Espagne et le Portugal.

N.B.

1. Le coût du travail correspond aux compensations salariales moyennes payées par un employeur pour un employé donné ou une heure travaillée. Le coût du travail par heure travaillée correspond donc au ratio des compensations aux employés par le nombre d'heures travaillées.

2. La compensation des employés, dans sa classification large et définie par l'Organisation mondiale du travail, inclut plusieurs composants : i) les salaires et rémunérations directes ; ii) les bonus ; iii) les rémunérations pour temps de « non travail » : congés payés, jours fériés, indemnité de fin de contrat, etc. ; iv) les cotisations sociales employeurs ; v) les coûts de formation des employés.

ENCADRÉ 1

SOURCE : BNP PARIBAS

QUELLES POLITIQUES ONT ÉTÉ MISES EN PLACE POUR LA TRANSITION NUMÉRIQUE?

L'Italie a lancé, en décembre 2019, le programme intergouvernemental « Italia 2025 »¹, destiné à stimuler l'innovation et à accélérer la transformation digitale du pays. Ce programme regroupe vingt mesures avec divers objectifs tels que la création d'une application et d'une identité numérique unique pour l'accès à tous les services publics, ou le déploiement plus massif de l'intelligence artificielle pour les procédures administratives et judiciaires.

Le gouvernement portugais a de son côté lancé, le 21 avril dernier, le « Plan d'action pour la transition numérique »². Il vise lui aussi la mise en place d'une identité digitale pour chaque citoyen et la numérisation complète des activités des 25 services publics les plus utilisés.

En Grèce, un ministère de la Gouvernance digitale a été créé en juillet 2019 avec pour principale fonction de piloter un grand programme de numérisation des services publics.

Enfin, l'Espagne a déjà annoncé un grand programme d'investissement dans le numérique, « España digital 2025 », à hauteur de 70 mds d'euros pour la période 2020-2022³. Ce plan, mené conjointement par les secteurs public et privé, s'appuiera en grande partie sur les fonds alloués par le plan de relance européen.⁴ Il se compose de 50 mesures, avec comme objectifs principaux d'accroître sensiblement la formation aux technologies numériques, le déploiement de la 5G, ou encore la numérisation des activités du secteur public ou des PME.

1. <https://innovazione.gov.it/cosa-facciamo/italia-2025/>

2. <https://eportugal.gov.pt/en/noticias/governo-lanca-plano-de-acao-para-a-transicao-digital>

3. <https://www.lamondcloa.gob.es/lang/en/presidente/news/Paginas/2020/20200723digital-spain.aspx>

4. 15 mds d'euros d'investissements publics pour la période 2020-2022 proviendront des sommes allouées par le fonds de relance européen.

ENCADRÉ 2

SOURCE : BNP PARIBAS



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

RECHERCHE ÉCONOMIQUE GROUPE

William De Vijlder
Chef économiste

+33 1 55 77 47 31

william.devijlder@bnpparibas.com

ECONOMIES AVANCEES ET STATISTIQUES

Jean-Luc Proutat

Responsable - Etats-Unis

+33 1 58 16 73 32

jeanluc.proutat@bnpparibas.com

Hélène Baudchon

France - Marché du travail

+33 1 58 16 03 63

helene.baudchon@bnpparibas.com

Louis Boisset

Banque centrale européenne, synthèses conjoncturelles zone euro, Japon

+33 1 57 43 02 91

louis.boisset@bnpparibas.com

Frédérique Cerisier

Zone euro (gouvernance européenne et finances publiques)

+33 1 43 16 95 52

frederique.cerisier@bnpparibas.com

Hubert de Barochez

Royaume-Uni, pays nordiques

+33 1 43 16 95 52

hubert.debarochez@bnpparibas.com

Guillaume Derrien

Espagne, Portugal

+33 1 55 77 71 89

guillaume.a.derrien@bnpparibas.com

Raymond Van Der Putten

Allemagne, Pays-Bas, Autriche, Suisse - Energie, climat - Projections

+33 1 42 98 53 99

raymond.vanderputten@bnpparibas.com

Tarik Rharrab

Statistiques

+33 1 43 16 95 56

tarik.rharrab@bnpparibas.com

ECONOMIE BANCAIRE

Laurent Quignon

Responsable

+33 1 42 98 56 54

laurent.quignon@bnpparibas.com

Laure Baquero

+33 1 43 16 95 50

laure.baquero@bnpparibas.com

Céline Choulet

+33 1 43 16 95 54

celine.choulet@bnpparibas.com

Thomas Humblot

+33 1 40 14 30 77

thomas.humblot@bnpparibas.com

ECONOMIES EMERGENTES ET RISQUE PAYS

François Faure

Responsable, Argentine

+33 1 42 98 79 82

francois.faure@bnpparibas.com

Christine Peltier

Adjointe - Grande Chine, Vietnam, Afrique du Sud

+33 1 42 98 56 27

christine.peltier@bnpparibas.com

Stéphane Alby

Afrique francophone

+33 1 42 98 02 04

stephane.alby@bnpparibas.com

Stéphane Colliac

Turquie, Ukraine, Europe centrale

+33 1 42 98 26 77

stephane.colliac@bnpparibas.com

Perrine Guerin, Sara Confalonieri

Afrique lusophone et anglophone

+33 1 42 98 43 86

perrine.guerin@bnpparibas.com

Pascal Devaux

Moyen-Orient, Balkans

+33 1 43 16 95 51

pascal.devaux@bnpparibas.com

Hélène Drouot

Corée, Thaïlande, Philippines, Mexique, pays andins

+33 1 42 98 33 00

helene.drouot@bnpparibas.com

Salim Hammad

Amérique latine

+33 1 42 98 74 26

salim.hammad@bnpparibas.com

Johanna Melka

Inde, Asie du Sud, Russie, CEI

+33 1 58 16 05 84

johanna.melka@bnpparibas.com

CONTACT MEDIA

Michel Bernardini

+33 1 42 98 05 71

michel.bernardini@bnpparibas.com



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

RECHERCHE ÉCONOMIQUE GROUPE



CONJONCTURE

Analyse approfondie de sujets structurels ou d'actualité



EMERGING

Analyses et prévisions sur une sélection d'économies émergentes



PERSPECTIVES

Analyses et prévisions des principaux pays, développés et émergents



ECOFASH

Un indicateur, un évènement économique majeur. Le détail ...



ECOWEEK

L'actualité économique de la semaine et plus...



ECOTV

Tous les mois, nos économistes décryptent l'actualité économique, en images



ECOTV WEEK

Quel est l'évènement de la semaine ? La réponse dans vos deux minutes d'économie



EN ÉCO DANS LE TEXTE

Le podcast de l'actualité économique

Les informations et opinions exprimées dans ce document ont été obtenues de, ou sont fondées sur des sources d'information publiques réputées fiables, mais BNP Paribas ne garantit, expressément ou implicitement, ni leur exactitude, ni leur exhaustivité, ni leur mise à jour. Ce document ne constitue ni une offre, ni une sollicitation d'achat ou de vente de titres ou autres placements. Il ne constitue ni du conseil en investissement, ni de la recherche ou analyse financière. Les informations et opinions contenues dans ce document ne sauraient dispenser l'investisseur d'exercer son propre jugement ; elles sont par ailleurs susceptibles d'être modifiées à tout moment sans notification et ne sauraient servir de seul support à une évaluation des instruments éventuellement mentionnés dans le présent document. Toute éventuelle référence à une performance réalisée dans le passé ne constitue pas une indication d'une performance future. Dans toute la mesure permise par la loi, aucune société du Groupe BNP Paribas n'accepte d'être tenue pour responsable (y compris en raison d'un comportement négligent) au titre de pertes directes ou découlant indirectement d'une utilisation des informations contenues dans ce document ou d'une confiance accordée à ces informations. Toutes les estimations et opinions contenues dans ce document reflètent notre jugement à la date de publication des présentes. Sauf indication contraire dans le présent document, il n'est pas prévu de le mettre à jour. BNP Paribas SA et l'ensemble des entités juridiques, filiales ou succursales (ensemble désignées ci-après « BNP Paribas »), sont susceptibles d'agir comme teneur de marché, d'agent ou encore, à titre principal, d'intervenir pour acheter ou vendre des titres émis par les émetteurs mentionnés dans ce document, ou des dérivés y afférents. BNP Paribas est susceptible notamment de détenir une participation au capital des émetteurs ou personnes mentionnés dans ce document, de se trouver en position d'acheteur ou vendeur de titres ou de contrats à terme, d'options ou de tous autres instruments dérivés reposant sur l'un de ces sous-jacents. Les cours, rendements et autres données similaires du présent document, y figurent au titre d'information. De nombreux facteurs agissent sur les prix de marché et il n'existe aucune certitude que les transactions peuvent être réalisées à ces prix. BNP Paribas, ses dirigeants et employés, peuvent exercer ou avoir exercé des fonctions d'employé ou dirigeant auprès de toute personne mentionnée dans ce document, ou ont pu intervenir en qualité de conseil auprès de cette (ces) personne(s). BNP Paribas est susceptible de solliciter, d'exécuter ou d'avoir dans le passé fourni des services de conseil en investissement, de souscription ou tous autres services au profit de la personne mentionnée aux présentes au cours des 12 derniers mois précédant la publication de ce document. BNP Paribas peut être partie à un contrat avec toute personne ayant un rapport avec la production du présent document. BNP Paribas est susceptible, dans les limites autorisées par la loi en vigueur, d'avoir agi sur la foi de, ou d'avoir utilisé les informations contenues dans les présentes, ou les travaux de recherche ou d'analyses sur le fondement desquels elles sont communiquées, et ce préalablement à la publication de ce document. BNP Paribas est susceptible d'obtenir une rémunération ou de chercher à être rémunéré au titre de services d'investissement fournis à l'une quelconque des personnes mentionnées dans ce document dans les trois mois suivant sa publication. Toute personne mentionnée aux présentes est susceptible d'avoir reçu des extraits du présent document préalablement à sa publication afin de vérifier l'exactitude des faits sur le fondement desquels il a été élaboré.

BNP Paribas est en France constituée en société anonyme. Son siège est situé au 16 boulevard des Italiens 75009 Paris. Ce document est élaboré par une société du Groupe BNP Paribas. Il est conçu à l'intention exclusive des destinataires qui en sont bénéficiaires et ne saurait en aucune façon être reproduit (en tout ou partie) ou même transmis à toute autre personne ou entité sans le consentement préalable écrit de BNP Paribas. En recevant ce document, vous acceptez d'être engagés par les termes des restrictions ci-dessus.

Pour certains pays de l'Espace Economique Européen :

Le présent document a été approuvé en vue de sa publication au Royaume-Uni par BNP Paribas Succursale de Londres. BNP Paribas Succursale de Londres est autorisée et supervisée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et autorisée et soumise à une réglementation limitée par la Financial Services Authority. Nous pouvons fournir sur demande les détails de l'autorisation et de la réglementation par la Financial Services Authority.

Le présent document a été approuvé pour publication en France par BNP Paribas SA, constituée en France en société anonyme et autorisée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP) et réglementée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF). Le siège social de BNP Paribas est situé au 16, boulevard des Italiens, 75009, Paris, France.

Le présent document est distribué en Allemagne par BNP Paribas Succursale de Londres ou par BNP Paribas Niederlassung Francfort sur le Main, une succursale de BNP Paribas S.A. dont le siège est situé à Paris, France. BNP Paribas S.A. Niederlassung Francfort sur le Main, Europa Allee 12, 60327 Francfort, est autorisée et supervisée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et est autorisée et soumise à une réglementation limitée par le Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht (BaFin).

Etats-Unis : le présent document est distribué par BNP Paribas Securities Corp., ou par une succursale ou une filiale de BNP Paribas ne bénéficiant pas du statut de broker-dealer au sens de la réglementation américaine. BNP Paribas Securities Corp., filiale de BNP Paribas, est un broker-dealer enregistré auprès de la Securities and Exchange Commission et est membre de la Financial Industry Regulatory Authority et d'autres bourses principales. BNP Paribas Securities Corp. n'accepte la responsabilité du contenu d'un document préparé par une entité non américaine du groupe BNP Paribas que lorsqu'il a été distribué à des investisseurs américains par BNP Paribas Securities Corp.

Japon : le présent document est distribué au Japon par BNP Paribas Securities (Japan) Limited, ou par une succursale ou une entité du groupe BNP Paribas qui n'est pas enregistrée comme une maison de titres au Japon, à certaines institutions financières définies par l'article 17-3 alinéa 1 du décret d'application de la Loi japonaise sur les instruments et marchés financiers. BNP Paribas Securities (Japan) Limited, est une maison de titres enregistrée conformément à la Loi japonaise sur les instruments et marchés financiers et est membre de la Japan Securities Dealers Association ainsi que de la Financial Futures Association du Japon. BNP Paribas Securities (Japan) Limited, Succursale de Tokyo, n'accepte la responsabilité du contenu du document préparé par une entité non japonaise membre du groupe BNP Paribas que lorsqu'il fait l'objet d'une distribution par BNP Paribas Securities (Japan) Limited à des entreprises basées au Japon. Certains des titres étrangers mentionnés dans le présent document ne sont pas divulgués au sens de la Loi japonaise sur les instruments et marchés financiers.

Hong-Kong : le présent document est distribué à Hong Kong par BNP Paribas Hong Kong Branch, filiale de BNP Paribas dont le siège social est situé à Paris, France. BNP Paribas Hong Kong Branch exerce sous licence bancaire octroyée en vertu de la Banking Ordinance et est réglementée par l'Autorité Monétaire de Hong Kong. BNP Paribas Hong Kong Branch est aussi une institution agréée réglementée par la Securities and Futures Commission pour l'exercice des activités réglementées de types 1, 4 et 6 [Regulated Activity Types 1, 4 et 6] en vertu de la Securities and Futures Ordinance.

Les informations contenues dans le présent document peuvent, en tout ou partie, avoir déjà été publiées sur le site

<https://globalmarkets.bnpparibas.com>

© BNP Paribas (2015). Tous droits réservés.

POUR RECEVOIR NOS PUBLICATIONS

ABONNEZ-VOUS SUR LE SITE ONGLET ABONNEMENT

[voir le site des études économiques](#)

ET

SUIVEZ-NOUS SUR LINKEDIN

[voir la page linkedin des études économiques](#)

OU TWITTER

[voir la page twitter des études économiques](#)



Bulletin édité par les Etudes Economiques - BNP PARIBAS
Siège social : 16 boulevard des Italiens - 75009 PARIS / Tél : +33 (0) 1.42.98.12.34
Internet :

Directeur de la publication : Jean Lemierre / Rédacteur en chef : William De Vijlder



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change